

Macron sera-t-il le fossoyeur de la Démocratie en France ?

Dans son discours au parlement de ce lundi 3 juillet, notre président a dit qu'il fallait « répondre à la menace terroriste par une Europe de la culture et de l'innovation ».

C'est une grave erreur.

En 2001, l'attentat du World Trade Center a justifié l'intervention américaine (puis de leurs alliés) en Afghanistan. Le but était d'y installer la démocratie, et d'y promouvoir la libération de la Femme. Seize années plus tard, les USA ne savent pas comment quitter ce pays sans perdre la face. La seule chose qui a changé, c'est la culture du pavot dont les revenus ont été multiplié par 10, grâce aux débouchés des marchés opiomanes européens que les avions de la CIA ont ouverts aux « seigneurs de la Guerre » afghans, et à leurs ennemis et complices gouvernementaux.

En 2003 une « croisade » occidentale devait permettre de renverser Sadam Hussein, qui était sensé fabriquer des armes de destruction massive. La fausseté de ces affirmations a été amplement démontrée depuis. Mais la guerre commencée il y a quatorze ans dure toujours, pour le plus grand bien des pétroliers américains qui peuvent bénéficier des cours élevés du baril pour exploiter rentablement leurs pétroles et gaz de schiste.

Entre-temps, Sadam Hussein a été capturé et assassiné. Quant à la démocratie en Irak, qui devait être adoptée avec enthousiasme à la chute du tyran, elle a laissé la place à Daesh, qui restera parmi les organisations étatiques les plus criminelles que l'Histoire ait connues.

De même pour la Libye, en proie à la guerre civile après avoir été libérée par les « alliés » et l'ensemble des pays arabes touchés par la grâce du Printemps arabe. Parmi eux, bien sûr, la Syrie de Bachar Al Assad, dont la majorité sunnite soit disant « maltraitée » par les Allaouites devait se révolter contre la dictature de Damas dès la premières manifestations. Cela ne s'est pas produit, mais la guerre d'agression de l'Occident et de ses alliés d'Al Qaïda contre le « régime » continue.

Seuls ont échappés à cette vague « libératrice et démocratique », qui ensanglante le Proche et Moyen-Orient depuis une quinzaine d'années, les dictatures (parfois les plus arriérées et les plus sanguinaires) alliées et soutenues par les États-Unis (Arabie Saoudite, Barhein, les Émirats, le Koweït...), ou ceux qui, à l'instar de l'Égypte et de la Tunisie, ont eu la chance de bénéficier ultérieurement du changement d'attitude de l'Arabie saoudite vis à vis des frères Musulmans, pour se débarrasser des régimes islamistes génocidaires que l'Occident avait mis en place, sous prétexte d'y installer la démocratie.

Trois conclusions ressortent de ce rapide résumé :

1- La démocratie ne s'installe pas de force chez les peuples qui ne la demandent pas. C'est ce que l'on a

longtemps appelé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Contravenir à ce principe constitue, en droit international, un crime de guerre.

2- Les pays constitués de populations de racines différentes ne peuvent connaître la paix et la sécurité que s'ils sont dirigés par des dictateurs capables de réprimer efficacement et immédiatement toute atteinte à l'ordre public. Saddam Hussein, Kadhafi et Bachar Al Assad étaient certes des dictateurs. Mais ils faisaient vivre en bonne intelligence chiites, sunnites, allaouites, chrétiens, maronites, orthodoxes, etc... Leur renversement (ou tentative de renversement) a entraîné des guerres, y compris civiles, qui ont causé à leurs peuples plus de malheurs en dix ans qu'au cours du dernier siècle de leur histoire.

3- A vouloir instaurer la démocratie par la force, l'Occident est en train, stupidement, de porter atteinte à la légitimité de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

C'est sur ce dernier point qu'est consacré la réflexion qui suit.

L'Histoire a connu des peuples d'agriculteurs, de nomades, de marins, de bâtisseurs, ... Obligés de vivre, de pratiquer collectivement une activité spécialisée (la culture, la chasse, le commerce, la mer, l'architecture, ...), ils ont en même temps développé leur aptitude à la pratique. « On devient ce que l'on fait » dit le dicton, ou encore « c'est en forgeant qu'on devient forgeron ».

Ainsi, au cours des siècles, les activités spécifiques des peuples laissent des empreintes dans leurs gènes et dans leurs ADN.

Ce qui est vrai pour la gestuelle l'est aussi pour l'intellect, le mental et le psychisme. Des gens vivant en communauté développent des habitudes qui, au cours des générations successives, vont avoir des répercussions sur la vie sociale du groupe, le savoir, le droit, et la conception de ce qui nous dépasse : la religion (la laïcité nie l'existence de la Divinité, mais, ce faisant, refuse aussi les réponses aux questions sur l'origine de la vie, sur l'existence, la conscience, la mort,... Ses adeptes se divisent en 2 groupes : ceux qui pensent qu'il n'y a que de fausses réponses en dehors de nos connaissances, et qui font acte de foi dans le nihilisme, et ceux qui ne croient qu'à ce qui est démontré. Ce sont les agnostiques, qui n'acceptent pour vérité que ce qui est établi).

Les religions ou philosophies qui en tiennent lieu apportent (à tort ou à raison) des réponses à toutes les questions de la vie sur terre. Elles influent directement sur le sociétal, et concernent au plus haut point le pouvoir politique. Longtemps, dans la plupart des civilisations, le détenteur du pouvoir religieux était aussi le chef du pouvoir politique : les pharaons étaient « fils de Dieu vivant » sur terre ; chez les Hébreux, les pouvoirs royal et religieux étaient héréditaires ; à Rome, l'empereur était considéré comme le dieu commun à toutes les religions, ...

Jésus-Christ, à la différence de son cousin germain Jean Baptiste, est le premier à avoir préconisé la séparation des pouvoirs temporels et spirituels : « rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu ».

Hélas, ceux qui se sont prétendus les continuateurs de son œuvre (celui qui se faisait appeler l'apôtre Paul, puis les fondateurs des Églises catholique, orthodoxe, copte) ont substitué au message intimiste de la religion de Jésus une incitation à changer la société. A celui qui disait « mon royaume n'est pas de ce monde » ont succédé des papes qui sont devenus Chefs d'États.

Les emprunts du christianisme naissant sont nombreux : existence du Ciel et de l'Enfer, venant du Mazdéisme, naissance d'un Fils de Dieu sur terre, sa mise à mort et sa résurrection (empruntés à la religion de Mithra), culte de l'Eucharistie issue de la célébration d'Isis, déesse des moissons dans la

mythologie égyptienne, coïncidence de la Pâque juive et de la crucifixion,... jusqu'à la date de la naissance de Jésus qui fut décalée au 25 décembre, pour coïncider avec la fête du « Soleil nouveau » célébrée alors dans tout l'Empire romain.

Du message initial de Jésus, il ne reste que deux éléments, essentiels.

Le premier est celui de la conception de Dieu. Il vient des Esséniens pour lesquels Dieu, étant indéfinissable (puisqu'il est ce qui nous dépasse), seule notre attitude vis à vis de lui peut concerner notre réflexion. A la différence des Musulmans, pour qui Dieu est principe de vie, ou des Juifs qui voient en lui le « créateur du Ciel et de la Terre », les Esséniens se contentent de dire « tu n'auras d'autre maître que Dieu ».

En clair, Dieu est au-dessus des lois de la cité et des hommes. Vivre en harmonie avec Dieu, c'est respecter notre nature profonde (physique, intellectuelle et spirituelle), même si elle s'oppose à la loi des hommes (Jésus qui professe l'amour et le pardon des offenses a des mots très durs envers les Pharisiens qu'il apostrophe en leur disant « malheur à vous » ou qu'il traite de « sépulcre blanchi »).

Que leur reproche-t-il ? « Ils ont des yeux pour ne point voir, et des oreilles pour ne point entendre ».

Préférer le jugement des autres à son propre jugement, ne pas oser vivre sa vie est la pire offense que l'on puisse faire à la vie que nous avons reçue.

Dieu nous ordonne d'être nous-mêmes et de vivre la liberté qu'il nous a donnée. Dieu est notre libérateur (le dernier verbe de la dernière phrase de l'unique supplication que Jésus nous a donnée est : délivrer (délivrez-nous du mal). Ce message de Liberté, le christianisme l'a transmis avec plus ou moins d'imperfections. L'Église s'est efforcé d'associer les pouvoirs spirituels et matériels. Elle a eu tort.

La Révolution française a sanctionné cette erreur, et la séparation de l'Église et de l'État y a mis fin.

Mais en choisissant comme devise de la République « Liberté, Égalité, Fraternité », nos révolutionnaires ont marqué leur volonté de persévérer dans la conquête de la Liberté, initialisée par les Esséniens et Jésus. On devrait énoncer : Liberté, Égalité, Fraternité, Amen.

Or, ceci a des conséquences sociétales considérables : pour les Juifs et les Musulmans, Dieu créateur dicte aussi Sa loi. Les croyants sont ceux qui l'observent. Ils sont soumis. Et les fautes doivent être punies.

Pour les chrétiens, Dieu demande aux fidèles de vivre la Liberté qu'Il leur a donnée. Les fautes sont inévitables, et Dieu, bien sûr, est miséricordieux. Le pardon de nos offenses fait partie de notre condition « pardonnez-nous nos offenses comme nous pardonnons à ceux qui nous ont offensés ».

Pour les Judéo-islamistes, celui qui possède l'autorité est le détenteur (même provisoirement) de la volonté de Dieu. Tout manquement à la loi doit être sanctionné sans faiblesse, et pour les régimes les plus extrémistes, selon les rites ancestraux (mise à mort des insoumis, lapidation des femmes adultères, amputation pour les voleurs, ...).

Pour les peuples de tradition chrétienne (qui n'a rien de judaïque, bien au contraire), le délinquant est un malheureux qu'il faut aider à surmonter ses carences.

La seconde différence essentielle entre les religions judéo-islamiques et chrétiennes est la place qu'elles accordent aux femmes. Pour les premières, la femme est la servante de l'homme, à qui elle doit être soumise. Pour les Chrétiens, elle n'est ni supérieure, ni égale aux hommes. Les deux sont complémentaires, car ils ne sont rien l'un sans l'autre. Cela aussi vient des Esséniens. Du temps de Jean Baptiste, le baptême marquait la fin d'un cycle. Pour ces croyants, obnubilés par la pureté, les impétrants qui avaient atteint un tel niveau

d'excellence qu'ils étaient devenus l'égal du maître, recevaient le baptême. Par ce geste, le grand maître témoignait publiquement que son disciple avait acquis un tel degré de pureté que lui, grand maître, pouvait le laver sans risque de se souiller.

Mais en même temps qu'il devenait l'égal du maître, le baptisé devait quitter son centre de formation (pour Jésus, il s'agissait de Qumran) pour entreprendre une nouvelle vie.

De la même façon (le parallèle entre la formation dispensée à Qumran et celle que Jésus donne à ses disciples est saisissant), juste avant la passion, Jésus lave les pieds de ses disciples. Cela signifie que ceux-ci, ayant tout appris du maître, doivent être à leur tour séparés de lui.

A la même époque, Marie Magdeleine lave les pieds de Jésus (avec ses cheveux et du parfum). Elle indique ainsi que ce dernier n'a plus rien à apprendre d'elle. Il y a donc dans la spiritualité chrétienne tout un secteur dans lequel l'homme est l'élève de la femme. Dans ce domaine, elle n'est ni l'égal, ni inférieure à l'homme, elle lui est supérieure.

Cela est confirmé par l'omniprésence des femmes dans les Évangiles, et chez les Esséniens. On connaît Marie Salomé (ancienne épouse d'Hérode Philippe II, qui finira par épouser Aristobule III, roi d'Arménie, et qui sera avec les saintes femmes au pied de la croix), Marie Magdeleine, à qui Jésus apparaîtra en premier après la crucifixion, et même la femme du procureur Ponce Pilate, qui intervint en faveur de Jésus lors de son procès, et enfin et surtout le rôle de marie, mère de Jésus, dont le culte est unanimement pratiqué par l'ensemble de la Chrétienté.

La libération de la femme, comme la Liberté, est inscrite dans les gènes des racines chrétiennes de l'Occident. C'est le cheminement spirituel de notre société qui en est la cause. Pour ne pas être en reste, ceux qui croient que tout a commencé en 1789 s'efforcent d'apparaître comme les champions de l'émancipation des femmes. Ils n'en sont en fait que les ennemis : croire que les hommes et les femmes sont interchangeable est une attitude aussi méprisante pour les uns que pour les autres.

Les civilisations naissent et meurent ; comme tout ce qui est vivant, elles ne sont jamais figées.

La Chrétienté, au cours de ces deux mille ans d'histoire, a promu avec plus ou moins de réussite, l'avènement de la Liberté. Cette progression, commencée sous l'égide des religions, a été reprise par les autorités laïques et républicaines. La Liberté, autrefois religieuse, est devenue sociétale.

Le point d'orgue de cette évolution a été la « Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen », qui énonce en son article premier « les hommes naissent libres et égaux en droit ». Or, cette définition laïque de la Liberté est un semi-mensonge par omission.

Dire « en Démocratie, les hommes naissent libres et égaux en droit » aurait été exact ; mais la suppression de la référence « en Démocratie », et l'appellation « Déclaration Universelle » font de ce constat un mot d'ordre messianique : ce n'est plus la déclaration qui est universelle, ce sont les droits de l'Homme qui doivent le devenir. Et comme ces derniers sont d'origine occidentale, républicaine et sans doute maçonnique, l'Univers est appelé à devenir républicain et si possible maçonnique.

Mais ceci est inacceptable pour tous les peuples qui n'ont pas connu la séparation de l'Église et de l'État, et en particulier pour l'Islam. Pour les théocraties, seul Dieu a le pouvoir universel. Alors, conscients du côté méprisant de leur doctrine sociétale, les « démocrates » tentent de se racheter avec l'idée (également maçonnique) de la Fraternité. Cette dernière suppose que, par le dialogue, les hommes de bonne volonté finiront par s'entendre, comme les enfants d'une même famille savent régler naturellement leurs différends. Les Frères musulmans (créés par les Britanniques au début du 20ème siècle) et les frères Trois points (qui ont fait leur apparition en Grande Bretagne au 18ème), et tous les laïcs (au nom de la Fraternité) pensent que les peuples de racines chrétiennes et musulmanes finiront par s'entendre.

Les premiers, parce que c'est conforme à la Déclaration des Droits de l'Homme ; les seconds parce que c'est la volonté de Dieu.

En annonçant au Parlement qu'il « fallait répondre à la menace terroriste par une Europe de la Culture et de l'Innovation », le président E. Macron se range parmi les partisans de la résolution des problèmes par la Fraternité, et de laisser les immigrés s'installer chez nous, en fonction de leur seul désir, et non du nôtre.

Cela n'est pas surprenant de la part de celui qui a cru opportun de dire à Bouteflika que la période coloniale de la France était un crime contre l'humanité.

Je ne lui reprocherai pas non plus de préparer l'installation d'étrangers sur notre terre, si ardemment souhaitée par nos élites américanophiles (mais qui n'en veulent pas chez eux), car il y a longtemps que le sentiment d'appartenance à notre nation ne fait plus l'unanimité dans notre pays, surtout dans les milieux intellectuels et ceux des affaires. Après tout, les Français ont les présidents qu'ils se sont choisis.

Je ne lui en veux pas non plus pour le destin peu enviable vers lequel son aveuglement va conduire notre pays : soumission, guerre civile ou, au mieux (pour ne pas dire au moins pire), la partition. Bien qu'agnostique, mes racines chrétiennes me prédisposent au pardon des offenses, surtout lorsqu'elles reposent sur l'ignorance et la naïveté.

Ce que je ne saurai lui pardonner, c'est de mettre fin à deux mille ans d'une civilisation qui, sur le socle imparfait du christianisme, avait entrepris l'avènement de la Liberté et de la libération de la Femme.

Hervé Le Bideau